

L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital

Temps critiques

2003

Table des matières

1 – La guerre n'est plus le moteur de l'Histoire	3
La guerre comme accoucheuse de l'Histoire	3
Dans la domination réelle du capital, la guerre devient progressivement un élément périphérique	4
2 – De l'impérialisme à l'Empire ?	6
3 – Guerre civile mondiale, état d'exception et terrorisme	12
4 – De l'anti-impérialisme au pacifisme, l'absence de perspective révolutionnaire.	17
Si la guerre n'est plus le moteur de l'histoire pour le capital, elle ne l'est plus non plus pour la révolution.	17
Les limites du mouvement anti-guerre	20

1 – La guerre n’est plus le moteur de l’Histoire

La guerre comme accoucheuse de l’Histoire

La « guerre totale » moderne, loin d’être l’une des inventions diaboliques de la révolution nazie, est bel et bien, dans tous ses aspects – sans excepter le langage – le produit indiscutable de la démocratie elle-même et plus particulièrement le fruit de la guerre de l’Indépendance américaine et de « la grande révolution française ». C’est un point important soulevé par Korsch¹ dans la mesure où il ne fait pas de ce type de guerre le fruit d’un accident de l’Histoire, sans pour autant en faire un produit exclusif du mode de production capitaliste. Il y a bien sûr un rapport entre démocratie et capitalisme, mais ce rapport est médié par l’institution d’un État-nation, à la fois produit par une guerre originelle et source des suivantes. Au passage la formule de Korsch égratigne la vulgate marxiste de la guerre comme nécessité économique du capitalisme. Même si elle peut avoir des causes économiques, la guerre a toujours un caractère politique.

Marx a soutenu longtemps l’idée de la « guerre progressiste » sur le modèle de la révolution française, des conquêtes napoléoniennes et la nécessité aussi d’une guerre contre la Russie (les marxistes allemands s’en souviendront en 1914). Sa position sur la Russie, comme celle favorable aux nordistes dans la guerre de sécession américaine montrent sa conception de la guerre comme phase normale, comme accoucheuse de l’Histoire. Cette position sera théorisée par Engels dans *Le rôle de la violence dans l’Histoire*. La formule de Clausewitz : « la guerre n’est rien d’autre que la continuation de la politique par d’autres moyens » est perçue par lui comme le point extrême de ce que peut reconnaître une bourgeoisie naissante qui cherche à remplacer la société ancienne (pour Clausewitz, il s’agit de la Prusse). Mais la formule est critiquée par la place première qu’elle réserve à la sphère politique dans le déclenchement des processus de transformation. La modération des fins politiques est censée limiter la violence et l’extension de la guerre comme le montre l’exemple historique des « guerres en dentelles » du XVIIIe siècle. Mais à l’inverse, la politique suffit à transformer le visage de la guerre comme le montre l’exemple de la guerre totale de 1793. Cette absence de limite produit alors ce que Clausewitz appelle « la montée aux extrêmes ». A cette « guerre politique », Engels oppose la « guerre révolutionnaire » liée aux nécessités de développement des forces productives. Il voit dans la défaite de la Commune une défaite provisoire du prolétariat qui débouche sur le paradoxe d’une longue phase de paix conjointe à une course mondiale vers un armement industriel qui va jeter nations et classes vers un nouvel embrasement. Engels néglige le fait que la guerre totale va prendre un autre tour. Progressivement la manifestation puissante des peuples en formation qui perdure jusqu’aux guerres de libération nationale (Italie, Prusse), laisse place aux guerres coloniales pour l’enrichissement. La course aux armements qui s’ensuivra va faire de la production militaire un élément essentiel à l’intérieur de la production en général. De la même façon que Marx et Engels voyaient une contradiction insurmontable entre développement des forces productives et étroitesse des rapports de production dans la sphère économique, ils voyaient dans la sphère militaire une contradiction entre le haut niveau de technique militaire déployé et la massivité des armées sur le terrain. Contradiction technique d’abord entre la mobilité des armes et l’immobilisme des hommes, mais contradiction politico-sociale surtout car la nécessité de la conscription et de l’armement des masses pouvait constituer la base du retournement de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Lénine et Trotsky feront ensuite l’apologie de cette école de conscience de classe que représente une discipline militaire dans l’organisation des rapports sociaux. L’armée rouge et l’usine soviétique seront organisées en conséquence².

A un autre pôle politique, Ernst Jünger verra dans cette militarisation un des éléments de l’État total et de la « mobilisation générale » dont une des figures centrale est « Le travailleur » (*der Arbeiter*). Ce travailleur qui regroupe à la fois l’ouvrier, le paysan et le soldat, ne fait que manifester, dans le domaine respectif de chacun des métiers, la toute puissance de la technique.

La guerre de 1914 semble sceller le déclin des conceptions stratégiques de Clausewitz. Ce conflit mondial ne débouche sur aucune stabilisation réelle ; il exprime une incapacité à faire la paix avec un traité de Versailles inique et une SDN impuissante. La guerre quitte son caractère bourgeois qui mêlait préalablement divers

¹ Karl Korsch : *Marxisme et contre-révolution*. Seuil, page 224.

² L. Trotsky : *Terrorisme et révolution*. Bourgeois. coll 10/18.

éléments populaires, révolutionnaires, nationaux³ pour devenir proprement capitaliste. Ce caractère populaire, national et révolutionnaire disparaît avec le développement extensif du mode de production capitaliste, avec le dynamisme du marché que Lénine décrira comme phase impérialiste du capitalisme. Pour les capitaux dominants au moins, le cadre économique et stratégique n'est déjà plus national même si le cadre politique le reste. En conséquence, nationalisme et patriotisme ne coïncident plus. Des socialistes comme Jaurès tenteront vainement de perpétuer l'union de ce qui se dissocie progressivement et la guerre populaire patriotique laisse place à la guerre nationaliste à visée impérialiste. Déjà la perspective d'une guerre révolutionnaire qui viendrait relayer cette guerre impérialiste n'est plus défendue que par une minorité : en Russie, la révolution se fait à travers le mot d'ordre de la paix que le traité de Brest-Litovsk et la défaite des positions de Rosa Luxembourg viennent entériner. Aussi bien dans l'optique trotskyste de la « révolution permanente » que dans celle internationaliste d'extension de la révolution à l'Ouest de Rosa, le modèle reste celui de la guerre révolutionnaire de 1793... et de la révolution bourgeoise. Ce n'est pas un hasard si Trotsky faisait une véritable fixation idéologique sur Thermidor pour indiquer l'involution de la politique soviétique. Avec Lénine la révolution se replie sur une pratique de « socialisme dans un seul pays » avant même que Staline n'en fasse une théorie, pendant qu'en Allemagne, les sociaux-démocrates liquident les conseils d'ouvriers et de soldats.

La césure définitive se produit en Espagne 36, quand c'est une guerre civile révolutionnaire qui va produire une guerre totale capitaliste. « ...non seulement la guerre, mais encore la guerre civile, a perdu à l'époque actuelle son caractère révolutionnaire d'autrefois. Guerre civile et (guerre) révolutionnaire ont cessé d'être synonymes »⁴. C'est cette césure qui allait profondément diviser, dans les courants communistes de gauche et chez les anarchistes, ceux qui analysaient la guerre d'Espagne essentiellement comme une guerre intercapitaliste et ceux qui y voyaient une guerre révolutionnaire de classe⁵.

Dans la domination réelle du capital, la guerre devient progressivement un élément périphérique

Avec la Seconde Guerre mondiale, c'est la domination réelle du capital qui s'impose dans la sphère militaire. La planification et l'organisation mises en place dans le New Deal, les fascismes et le « socialisme » soviétique conduisent tous ces régimes à une nouvelle forme de guerre totale⁶ dans laquelle se réalise la vision clausewitzienne de « l'ascension aux extrêmes », mais en dehors du cadre politique limité qu'elle inclut. C'est plutôt la vision hégélienne d'une « lutte à mort » qui semble triompher avec les bombardements de Dresde et les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Dans ce contexte, le fait que les travailleurs soient armés est rendu dérisoire par leur enrôlement dans l'idéologie nationaliste et productiviste. De l'appel stalinien de 1941 enjoignant les Russes à faire montre « des qualités inhérentes à leur peuple » jusqu'au « A chacun son boche » du PCF en passant par « L'appel aux fascistes » de Togliatti, la « résistance » ne laisse place à aucune autonomie prolétarienne même si dans le cas de l'Italie cette résistance va perdurer bien au-delà de 1945.

Déjà en 1914, la minorité Zimmerwaldienne et une partie des anarchistes ont dénoncé le caractère purement interne à la bourgeoisie de l'affrontement mondial, mais après 1945 dit Korsch, il est clair que la guerre capitaliste a épuisé toutes ses potentialités révolutionnaires⁷ : « En l'absence d'actions décisives des travailleurs, la guerre capitaliste aboutit à raffermir pour longtemps des rapports sociaux qu'on aurait pu croire promis à s'effondrer ». On pourrait ajouter que même la guerre révolutionnaire, quand elle prend la forme de la lutte entre deux armées, par exemple avec l'Armée rouge contre l'Armée blanche, mais aussi dans l'intégration des milices espagnoles dans les corps d'armée de la République, perd justement tout ce caractère révolutionnaire et laisse réapparaître les caractères de l'armée traditionnelle (suppression des conseils de soldats et utilisation des cadres

³ Pour le jeune Hegel, les contradictions d'ordre économique ne peuvent être surmontées que par l'unité de la Nation qui elle-même est produite par l'état de guerre.

⁴ K.Korsch, *op. cit.*, page 229.

⁵ Sur ces divergences, on peut renvoyer à *Bilan*, recueil de textes de l'époque issus de la revue du même nom. Bourgeois, coll. 10/18 et au livre de H. Chazé : *Chroniques de la révolution espagnole*. Spartacus, 1979.

⁶ Ce que disait Marx : « Les formes nouvelles de la production matérielle se développent par la guerre avant de se développer dans la production du temps de paix » (cité de façon acritique par Korsch, p. 230) se voit inversé.

⁷ K.Korsch, *op.cit.* page 135.

de l'ancien régime tsariste dans l'Armée rouge, retour aux grades dans l'armée républicaine et renvoi des femmes combattantes à des tâches domestiques ou d'intendance à l'arrière).

Ce qui s'affirme en premier lieu, dans cet après Seconde Guerre mondiale, c'est l'idée de l'Amérique comme nouveau Léviathan : « Être gouverné par le puissant et le plus sage est condition de l'égalité pour tous... Pour que le monde soit sauvé il faut une main ferme... Le leadership américain est le garant du monde, la *Pax Americana* préambule à la *Pax humana*⁸ ». Mais plus pragmatiquement, avec le découpage effectué à Yalta, il s'ensuit l'idée d'un contrôle exercé en commun avec l'URSS. Cela ne va pas sans contradiction pendant la Guerre froide : la possibilité d'une guerre thermonucléaire inclut l'idée hégélienne de la lutte à mort⁹, mais les stratégies militaires américaine et russe essaient, chacune de leur côté, de réintroduire les limitations politiques de la conception clausewitzienne. C'est particulièrement vrai pendant la période dite de la « détente » avec la notion de « dissuasion » et l'application de la théorie des jeux à une stratégie qu'on ne peut plus guère appeler militaire tant la guerre n'est plus perçue comme la continuation de la politique par d'autres moyens¹⁰. Ce qui vient troubler cette détente ne peut être que « la crise », dont celle de Cuba nous fournit l'exemple en 1962. En fait tout calcul stratégique partiel se trouve annulé par la possibilité de la « solution » nucléaire. Ainsi, il y eut de multiples interprétations à ce qui apparut majoritairement comme une reculade de l'URSS vis-à-vis de la stratégie offensive des États-Unis au Vietnam et particulièrement par rapport à la décision américaine de bombarder le Vietnam du Nord¹¹.

Le développement des phénomènes de guérilla n'est pas venu infirmer cela. Déjà Clausewitz, parfait réactionnaire tout en étant un chaud partisan de l'armement du Peuple, faisait remarquer que cet armement n'était nullement contradictoire avec la défense d'un certain type de domination (en France l'exemple des Chouans est à cet égard éclairant). De plus, la Guerre froide qui suivit la Seconde Guerre mondiale transforma nombre de guerres de partisans pour l'indépendance en simples luttes intercapitalistes. Les Américains se présentèrent même souvent comme des anti-colonialistes : aide à « l'indépendance » des Philippines¹², soutien plus ou moins discret au FLN pendant la guerre d'Algérie. Tout au plus la théorie de Mao de la « guerre prolongée » est-elle venue revivifier la thèse de Clausewitz selon laquelle l'avantage est toujours à la position défensive¹³ ; thèse contredite dans la perspective thermonucléaire dans laquelle il n'y a plus de défense au sens classique puisque le territoire de chacun est vulnérable à tout moment. La fonction de défense est alors reportée sur la menace d'une riposte illimitée, y compris à une attaque limitée¹⁴. De cette remise en avant de la priorité à la position défensive

⁸ Appel signé de Thomas Mann, Lewis Mumford, etc., cité par A. Glucksmann dans *Le discours de la guerre*, p. 13. L'Herne. 1968.

⁹ Selon Hegel, dans *La Raison dans l'Histoire*, la Révolution introduit l'homme moderne dans un ordre qui lui apparaît comme définitif et le souvenir de la Terreur engendre l'organisation dissuasive du monde qui fait la force des États. Mais cette force n'est pas que policière et militaire, elle est aussi processus de rationalisation du monde, préparation à son gouvernement universel et prélude à l'avènement de l'empire de la Raison. Cet empire de la raison correspond le plus souvent à une « ruse de la raison » qui fait que c'est par des intérêts individuels, essentiellement égoïstes que vont se répandre les conditions de la modernité et d'une rationalité abstraite qui s'incarne dans l'État. A cet égard, Hegel voyait un bon exemple de cette ruse de la raison dans l'entreprise napoléonienne. De là à dire que Bush est son pendant moderne, il n'y a qu'un pas que nous ne franchirons pas. En effet, à l'époque napoléonienne, la « progressivité » de l'expansionnisme révolutionnaire pouvait encore se soutenir dans l'optique du développement de nouveaux régimes bourgeois aptes à mettre en place des marchés nationaux et un capital national avec développement de la classe ouvrière et de la démocratie politique. Il n'en est rien aujourd'hui : la démocratisation de l'Irak est un leurre car aucun capital national ne se développera plus sur place. Les richesses locales seront immédiatement capitalisées dans le cadre du cycle mondial d'accumulation et de valorisation. C'est sur cette impossibilité que l'État irakien va éclater entre l'autonomisme kurde et le communautarisme chiïte.

¹⁰ « La coexistence pacifique n'est pas simplement l'absence d'une guerre, ce n'est pas non plus une trêve provisoire et précaire entre deux guerres ; c'est la coexistence de deux systèmes sociaux opposés, basée sur le refus mutuel d'employer la guerre comme moyen de régler les différends entre États » (lettre du CC du PCUS du 14/07/1963), ce que Krouchtchev a aussi développé au XXII^e congrès du PCUS. Cette position sera traitée de « fétichisme du nucléaire » par les dirigeants chinois : « Aux yeux des dirigeants soviétiques, au siècle nucléaire où nous vivons, il ne s'agit que de survivre, le but n'existe pas... » (Déclaration du 1/09/63, citée par Glucksmann). La théorie de la décision s'oppose à la théorie de la dissuasion ce qui, pour les Chinois, est une autre façon de maintenir la politique au poste de commande.

¹¹ Cf. Glucksmann, *op. cit.* p. 278 à 283.

¹² Tout en participant aux bombardements contre la révolte des Huks.

¹³ Ne peut-on pas dire aussi que ce fut la stratégie employée par Staline depuis le traité de paix germano-soviétique jusqu'à la bataille de Stalingrad, alors que les Allemands d'un côté et les Japonais de l'autre se sont laissés griser par des stratégies offensives aventureuses à moyen terme ?

¹⁴ C'est ce qui semble présider aux relations diplomatiques actuelles des américains avec la Corée du nord. Celle-ci ne serait qu'une petite URSS, survivance des anciens temps et non un « État-voyou » tel l'Irak. Cette « riposte illimitée » caractérise une stratégie anti-terroriste face à un ennemi diffus, si ce n'est invisible. C'est d'une certaine façon ce qui a déterminé l'action de Bush junior à partir du 11 septembre.

découle une seconde idée de Mao, celle selon laquelle la bombe atomique n'est qu'un « tigre de papier »¹⁵ et il va jusqu'à reprendre la formule de Clausewitz en y adaptant un nouveau sujet : (le révolutionnaire) est celui « qui se meut dans la guerre comme le poisson dans l'eau »¹⁶. S'exprime là un retour aux vertus de la guerre révolutionnaire bourgeoise à la française, mais avec une forte accentuation populaire : « le Peuple est invincible » (Vietnam) ; « le Peuple uni jamais ne sera vaincu » (Amérique latine), sont les banalités qui accompagnent cette conception, alors même que la distinction entre victoires et défaites se fait chaque jour plus difficile. La victoire du Vietcong et le type de régime mis en place, puis sa guerre contre le Cambodge vont entraîner une désillusion progressive vis-à-vis de toutes les luttes de libération nationale et finalement une extension et un renforcement de l'accumulation et de l'idéologie capitaliste.

Korsch signalait que la nouvelle domination exercée par les grandes puissances sur leurs anciennes colonies présentait un caractère spécifique par rapport à l'ancien impérialisme¹⁷. Tout en étant juste, cette critique est datée ; en effet dans le cadre de la Guerre froide, le mouvement d'exportation des capitaux a notoirement décliné par rapport, par exemple, aux années 20, mais aussi par rapport à l'immédiat après-guerre du plan Marshall. La recherche et l'exploitation de sources de matières premières et de carburants étrangers sont devenues une nécessité quant à l'anticipation d'une nouvelle guerre et ont constitué le principal poste d'investissement. Ce processus spécifique d'accumulation s'est auto-entretenu et a donné au « complexe militaro-industriel » un poids tel qu'il constitue non seulement un facteur de guerre « extérieure », mais aussi une menace « intérieure » pour les pays dominants. Toutefois, ce que ni Korsch ni Dutschke à sa suite ne signalent, c'est que ce mouvement s'est à nouveau inversé quand des investissements énormes de capital ont commencé à envahir les pays du bloc socialiste et particulièrement la Pologne, la Hongrie et la Roumanie, suivis bientôt par les investissements directs à l'étranger (IDE) dans l'aire asiatique. Ce mouvement n'annonçait plus un néo-impérialisme mais la fin de l'impérialisme et le processus de totalisation du capital, sa « globalisation ».

2 — De l'impérialisme à l'Empire ?

Dès la guerre de 1914, la dimension symbolique et non seulement territoriale des conflits, est mondiale. On parle de lutte entre civilisations ou entre civilisation et barbarie et cet aspect mondial est dû aussi bien au fait que s'y affrontent des États à la puissance mondiale, qu'au fait que le marché se fait lui aussi mondial. Mais dans l'impérialisme, la guerre est encore mise en œuvre de la souveraineté et donc territorialisation de la puissance. La Russie, l'Empire ottoman, l'Empire austro-hongrois, la France et l'Angleterre ont représenté cette forme de puissance. Le passage de l'impérialisme à une forme impériale de domination a d'ailleurs des antécédents...et il est « piquant » de voir qu'on en a un exemple dans l'évolution des rapports entre l'Angleterre et l'Irak au début du siècle : à partir de 1914 l'Angleterre occupe les trois provinces anciennement ottomanes de Bagdad, Bassorah et Mossoul. Le modèle de domination est alors le modèle colonial en vigueur aux Indes avec un système d'administration directe et indirecte. Mais entre 1918 et 1920 et après avoir fait face à un grand mouvement de révolte, la politique anglaise s'oriente vers une simple défense de ses intérêts stratégiques en tenant compte d'un environnement international qui, par l'intermédiaire de la SDN, souhaite mettre en action le principe de l'auto-détermination des peuples. Cela pousse les Anglais à préparer l'indépendance (soutien aux sunnites contre les tribus chiïtes et kurdes) de ce qui deviendra l'Irak en 1932.

Mais revenons à la théorie de l'impérialisme. Pour Lénine, il représente « le stade suprême du capitalisme » qui décrit un système mondial régi par la concurrence entre empires coloniaux pour la conquête de territoires. Ce système serait organiquement lié à l'évolution des grandes puissances capitalistes, puissances elles-mêmes étroitement liées à des grandes banques et trusts qui s'appuient sur les machines gouvernementales de leurs pays respectifs pour s'aménager des chasses gardées. C'est de cette analyse que part traditionnellement la théorie anti-impérialiste et le soutien aux luttes anticoloniales et de « libération nationale ».

¹⁵ Entretien avec A. Louise Strong, Août 1946. *Œuvres choisies*. Éditions de Pékin. 1962, tome IV, p. 101.

¹⁶ Clausewitz : *De la guerre*. Minuit, p. 229.

¹⁷ Serge Bricianer, dans sa présentation de *Marxisme et contre révolution*, signale que cette position initiale de Korsch sera développée dans les années 60 par R. Dutschke qui définit un néo-impérialisme en ce sens qu'il ne revêt plus en tout premier lieu, contrairement à la

On peut dire que cette théorie de la guerre impérialiste décrit une deuxième phase de la mondialisation du capital, alors que dans la première, disons du XVe au XVIIe siècle, la guerre joue un rôle dans la synchronisation économique des aires de développement¹⁸.

La fin de la Seconde Guerre mondiale clôt cette deuxième phase au profit d'une politique systématique visant à briser les entraves à l'expansion capitaliste. Le colonialisme est un de ces obstacles puisqu'il repose justement sur la notion de chasse gardée, sur un certain type de protectionnisme. Pour réaliser ce « programme », il s'est trouvé un État qui cumule une position économique et militaire de force et un passé moins impérialiste que ses concurrents. Les États-Unis ont en effet une autre histoire, anticoloniale¹⁹ qui est même inscrite dans leur Constitution. Ils n'ont procédé que par annexion interne, extension de la frontière, « conquête de l'Ouest » et extermination des populations d'origine qu'ils n'ont jamais eu pour but de coloniser et exploiter. Ils ne se sont ensuite mêlés aux guerres européennes qu'après l'appel de certaines puissances continentales se revendiquant de la démocratie. Dès le début cette intervention est donc perçue comme en défense de valeurs humanistes pour ne pas dire humanitaires, le terme n'étant pas encore employé. Déjà dans les initiatives de Wilson on a une volonté de constituer un droit supranational (« impérial ») au droit international. On sait que la SDN qui se devait de représenter ce nouveau droit s'avéra incapable de suppléer aux iniquités du traité de Versailles (compromis entre les rapports de force issus de la guerre et les nouvelles règles du droit international) et donc incapable d'empêcher les conflits qui allaient en découler. L'ONU sera chargée de la même tâche dans un contexte rendu largement plus favorable par l'avènement de deux hyperpuissances, mais avec le même handicap d'une légitimité sans réelle souveraineté. « Chat échaudé craignant l'eau froide », la véritable souveraineté va être confiée aux États-Unis. Au moins de 1945 à 1947 cela ne souffre pas vraiment de contestation comme le montre le vote de l'URSS, derrière les États-Unis, en faveur de la création de l'État d'Israël. L'État américain a en effet profité de son peu d'implication directe dans la seconde guerre mondiale pour compléter sa domination en tant que puissance économique, par une domination techno-militaire encore renforcée par l'utilisation des « compétences » de nombreux savants de l'Allemagne nazie. A partir de 1947, la paix étant historiquement toujours la paix d'un Empire, on a donc une situation non achevée avec deux sortes d'Empire qui se font face mais oeuvrent conjointement au développement du capital dans les zones qu'ils contrôlent. Ainsi, au Moyen orient, les investissements américains et russes enclenchent une modernisation des économies locales et l'érection d'un État fort contrôlé par la petite bourgeoisie nationaliste, au détriment des puissances colonisatrices (Angleterre et France) qui se contentaient souvent de « faire suer le burnous ». Nous pouvons considérer cette période comme une troisième phase dans le processus de totalisation du capital, phase dans laquelle la guerre ne joue déjà plus le même rôle central que dans les deux précédentes. Les politiques respectives de dissuasion par exemple poussent à l'augmentation des budgets militaires, mais pas à l'augmentation du nombre des conflits. Le complexe militaro-industriel américain a d'ailleurs plus à gagner dans des dépenses pour la conquête de l'espace ou pour des armements spécifiques comme les missiles nucléaires, que par des armements conventionnels.

Les courants critiques de l'époque, comme le groupe « Socialisme ou Barbarie » conserveront, malgré tout, une position marxiste traditionnelle sur la guerre comme accélérateur de l'Histoire et une troisième guerre mondiale est prédite comme une étape inéluctable dans l'évolution générale du système capitaliste mondial à son stade monopoliste²⁰. Cette position, interne à la problématique léniniste de l'impérialisme, sera critiquée par un

forme impérialiste classique, un caractère économique.

¹⁸ Cf. les analyses de Schumpeter et Wallerstein sur ce sujet.

¹⁹ La doctrine Monroë qui fonde l'abstention des États-Unis dans les conflits européens sur la non ingérence de l'Europe en Amérique, est loin d'être absente d'ambiguïté puisqu'elle considère que la sécurité des États-Unis s'étend aux pays de sa proximité. Mais par rapport à notre exemple de l'Angleterre coloniale en Irak, on voit toute la différence avec la stratégie américaine. La Grande Bretagne est une île ouverte vers les conquêtes extérieures, les États-Unis sont un pays tourné vers "son" continent. Ce que les Anglais ne pouvaient déjà plus faire au début des années 30 (alors qu'ils savaient le faire), les Américains ne risquent pas de le faire aujourd'hui alors qu'en plus ils ne savent pas le faire. Même quand ils "occupent" comme en Allemagne, ils n'administrent pas !

²⁰ Voir les articles de Philippe Guillaume sur la guerre dans les numéros 3 et 4 de leur revue. Aujourd'hui cette position perdure, le sectarisme en plus, dans certains courants de l'ultra-gauche, tel le « Courant Communiste International ». Ce dernier se rattache lui-même à la « Gauche Communiste de France » qui dans l'après-guerre théorisait la décadence du capitalisme et le caractère permanent qu'y prenait la guerre. Plus « radical » le « CCI » voit dans la guerre mondiale la seule solution capitaliste à la crise ! A l'inverse, une partie de la « Gauche italienne » refusa l'aspect inéluctable de la guerre (*Battaglia Comunista* d'O. Damen) ou la possibilité d'une offensive de l'URSS. Ainsi, pour Bordiga, l'URSS n'offrait pas de modèle alternatif et il voyait plutôt la reprise des hostilités quand le Japon ou l'Allemagne retrouveraient

ancien de cette même revue, mais trente ans plus tard²¹ : pour P. Souyri, la théorie du capitalisme monopoliste qui repose sur une délimitation territoriale et nationale (théorie du « capitalisme monopoliste d'État ») serait invalidée à la fois par les buts spécifiques des puissances fascistes de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale (constituer des Empires de niveau mondial) et par l'évolution générale d'un système capitaliste de plus en plus global. Il analyse comment le fonctionnement de ce « CME » dans les années 30 a conduit à la guerre²² et puis comment il s'est réorganisé sur d'autres bases à partir des années 50-60 (fin du protectionnisme, ouverture de grands marchés internationaux : CEE, AELE et des organismes supranationaux comme le FMI, la banque mondiale). Le développement intense des échanges entre pays dominants tend à remplacer l'échange « ricardien » et impérialiste (ou néo-colonialiste) entre pays dominants et pays dominés. Les théories tiers-mondistes de l'impérialisme : « l'échange inégal » d'A. Emmanuel et de l'accumulation puis de la nécessaire « déconnexion » de S. Amin s'en trouvent si ce n'est invalidées, du moins marginalisées.

Ces transformations ne se sont pas accompagnées de la formation d'un super-impérialisme²³ américain dans « le monde libre », même si les États-Unis y sont devenus la superpuissance. L'Europe et le Japon ont continué à développer leurs atouts tout en profitant de la manne américaine (plan Marshall) et des transferts de technologie en provenance des firmes multinationales américaines. Cette politique est aux antipodes de la pratique impérialiste puisqu'elle produit des concurrents... pour le plus grand profit du système d'ensemble. L'Allemagne et le Japon sont ensuite devenus les pays capitalistes les plus exportateurs, résolvant la contradiction que représentent toujours une production croissante et un marché limité, sans avoir besoin de mener des guerres de conquête. L'analyse de Bordiga, que nous avons mentionnée dans la *note 20*, est ici prise en défaut sauf à raisonner sur le très long terme et faire des projections quant au futur rôle historique de la Chine. C'est justement ce que ne peut plus faire la théorie quand elle ne repose plus sur le déterminisme historique d'une classe. D'une manière générale, la nouvelle situation est bien rendue par les rapports ambigus qu'entretiennent les États-Unis et l'Europe. Rapports de complémentarité et de dépendance qui rendent compte du processus de totalisation du capital, mais aussi conflictualité sur le caractère hégémonique du modèle qui est le moteur du processus : les États-Unis. Nous sommes bien loin des visions de Kautsky et de Lénine, car si le capitalisme américain domine bien, militairement, technologiquement et du point de vue monétaire, il ne domine pas du point de vue économique (son poids relatif se réduit, son endettement est faramineux, sa productivité du travail à la traîne).

S'il y a donc bien eu deux blocs, chacun propose un système de valeurs et estime combattre pour autre chose que sa propre souveraineté nationale, que ses propres intérêts économiques. C'est pour cela que les autres États sont censés se rallier à l'un ou l'autre des deux camps. Il n'y a déjà plus d'impérialisme au sens strict mais une situation où chacun cherche à s'abriter à l'intérieur d'un Empire. C'est un élément de stabilisation qui rejette à la marge les différends à partir du moment où des zones géographiques coïncident avec des zones politiques. A cette nouvelle situation géopolitique correspond l'idéologie de la fin de l'Histoire (Fukuyama). Un ordre mondial semble en être sorti. C'est une vision immédiatiste et donc optimiste de la victoire du capital : il aurait gagné parce que non seulement il aurait englobé ses contradictions de classes (dimension interne), mais il aurait aussi englobé ses contradictions impérialistes (dimension externe).

L'écroulement de l'URSS et de son bloc va renforcer ce processus en dégageant toujours plus la notion d'Empire — à condition de ne pas réduire ce concept à la domination d'une seule puissance — de celle d'impérialisme. Les pays de l'ancien bloc soviétique vont se précipiter dans les bras de l'OTAN, la Russie et la Chine populaire dans ceux de l'Organisation Mondiale du Commerce. L'élargissement de l'Union européenne va dans le même sens. C'est une façon indirecte de dissoudre toute possibilité d'une Europe politique qui pourrait prendre la tête d'un pôle non américain et recréer un monde bipolaire comme au temps de l'URSS. Les États-Unis en sont bien conscients quand ils se prononcent pour l'entrée de la Turquie dans l'Union. Il s'agit de transformer l'Union en

leur puissance. Sans avoir complètement tort, il restait néanmoins dans le cadre d'analyse du « CME » et non dans celui d'une globalisation qui limite l'autonomie de ces deux puissances comme le rappelle la crise asiatique (et on ne parle pas de leur démilitarisation !).

²¹ Pierre Souyri : *La dynamique du capitalisme au XXe siècle*. Payot. Dans *Socialisme ou Barbarie*, Souyri signait Pierre Brune.

²² « Le monde du capitalisme monopoliste et impérialiste est un monde qui est constitutivement voué à produire une fragmentation du marché mondial, un recul des échanges internationaux et une division de l'univers en blocs qui tendent à glisser vers l'autarcie et ne peuvent durablement coexister dans la paix ». *op. cit.*p.63.

²³ Qui constituait pour Kautsky la seule possibilité d'un capitalisme débarrassé de la guerre.

une simple zone de libre échange sans volonté politique propre²⁴. Il se dégage ainsi une sorte de souveraineté mondiale. Les « petits » pays européens qui n'ont pas ou plus les moyens d'être des États-nation, luttent pour devenir des régions européennes de l'Empire.

Cette orientation générale implique la paix universelle et donc des conflits qui ne peuvent être des guerres au sens classique, mais simplement des actes de révolte ou de rébellion contre l'ordre institué. Mais cette idée de paix universelle, si on regarde ce qu'en disait Kant dans son *Pour la paix perpétuelle* de 1795, ne pouvait être garanti que par des régimes républicains²⁵ (on dirait démocratiques aujourd'hui). Or l'ordre mondial qui prévaut jusqu'à la fin des années 80 est un ordre particulièrement cynique dans lequel la fin justifie tous les moyens, y compris l'assistance d'États autoritaires à condition qu'ils soient facteur de stabilisation.

Ainsi, l'Irak en 1991 représente le cas de figure d'un État loyal qui a fait son boulot de gendarme local contre l'Iran avant d'exiger des dividendes de ses sacrifices auprès de ses voisins du Golfe et en particulier auprès du Koweït dont il revendique le territoire et la richesse. Pour transformer un allié en ennemi, il faudra une propagande assidue et un processus de diabolisation particulièrement pervers quand on sait qui a armé le diable ! Toutefois les bases de l'ancien ordre n'étant pas remises en cause, le processus ne sera pas poussé à son terme et le régime baasiste sera maintenu afin qu'il continue à jouer son rôle de répression sous contrôle sélectif : on interviendra pour une couverture américaine sur le Kurdistan irakien, mais on laissera les chiïtes du Sud se faire massacrer. Nous laissons en suspend le fait de savoir si cette dernière bassesse est due à la peur d'une révolte prolétarienne des ouvriers chiïtes du pétrole ou bien à une trop grande influence de l'Iran sur cette population.

Sous l'action de l'administration Clinton et du système Mitterrand en France, « droit d'intervention », « guerre juste », « intervention humanitaire » deviennent les maîtres mots d'un nouvel ordre qui se cherche par insuffisance de visée politique et de perspective stratégique. Bien que l'on en ait beaucoup moins parlé que pour Reagan, il est à remarquer que Clinton a remis l'économie au poste de commande et recentré les dépenses budgétaires américaines. Ancien étudiant pacifiste, il a peut être aussi été influencé par le livre de P. Kennedy : *Naissance et déclin des grandes nations* qui connaît un gros succès dans les années 80-90 et défend l'idée que les nations hégémoniques ont tendance à distraire trop de ressources de la création de richesse pour les allouer à des buts militaires. Clinton va en tout cas faire tomber les dépenses militaires à 3,5% du PIB, chiffre le plus faible depuis les années 20 et relancer l'innovation technologique. Multilatéralisme, mondialisation, globalisation vont alors marcher de pair... jusqu'au 11 septembre 2001. L'action humanitaire n'est pas seulement un paravent qui camoufle l'inaction politique sous l'éthique, la guerre sous la paix. Elle renvoie aussi aux contradictions du capital qui tend à tout englober sans pouvoir tout assimiler. Dans l'unité du procès paix-guerre qui se fait jour, l'humanitaire devient un dispositif d'intervention majeur, mais inclus dans le procès guerre-paix. Ce n'est donc ni une alternative, ni un complément surajouté.

Par rapport à la guerre impérialiste, l'intervention humanitaire et le droit d'ingérence ne visent pas à développer ou même à piller les régions qui sont l'objet de l'intervention. Ainsi, si on a pu déceler dans le dépeçage de l'ex-Yougoslavie la volonté et l'intérêt proprement capitaliste de certains capitaux dominants, notamment allemands, il ne s'agissait que d'un intérêt limité à la partie utile (Slovénie et Zagreb), mais l'intervention contre la Serbie et l'aide à la Bosnie puis au Kosovo ne visaient en rien un quelconque développement ni même un captage de richesses potentielles ou un plan de rechange du capital. Il s'agirait plutôt de contenir les zones d'épuisement du capital comme on contient les banlieues des grandes villes.

Avec l'affaiblissement des États-nations, c'est la question de la souveraineté qui se pose²⁶. La mondialisation du capital dans sa forme réseaux s'oppose d'ailleurs à toute idée de centre, de souveraineté. Elle est sans fins (dans tous les sens du terme) et c'est la guerre économique qui semble souveraine. C'est pour cela que même

²⁴ Le projet franco-allemand d'un exécutif fort vient d'être balayé par la majorité des pays de l'Union.

²⁵ Kant s'illusionnait sur la capacité des citoyens à intervenir dans la décision de faire ou non la guerre. Il est vrai qu'il avait à l'époque sous les yeux l'image des guerres révolutionnaires américaine et française. Or dans les nouvelles formes d'intervention de police, un État peut bien intervenir contre la presque totalité de sa population puisque celle-ci n'est pas directement engagée (cf. la position de T. Blair). Cela rend aussi obsolète la lutte anti-militariste. Les militaires sont des « professionnels » de la guerre et les morts sont des accidentés du travail !

²⁶ La situation actuelle de Europe est très significative : déjà au moment de l'intervention au Kosovo elle s'était trouvée « désarmée » et maintenant son élargissement continu noie toute volonté politique commune face à une éventuelle opération en Irak. Il y a dix ans, l'Europe se proposait de construire son identité militaire propre, aujourd'hui, elle en est réduite à retenir les États-Unis dans l'Otan sans se lier complètement les mains.

si on peut reconnaître le concept réactivé « d'Empire », il ne peut être assimilé exclusivement à la puissance américaine²⁷. Par un étrange contre-sens, nombreux sont ceux qui comprennent cela en disant que toute guerre aurait des causes économiques ! G. Dauvé dans *10 + 1 questions sur la guerre de l'Otan contre la Serbie*²⁸ anticipe une future troisième guerre mondiale pour le XXI^e siècle dans la mesure où une grande crise économique est inéluctable. Cette crise future est analysée dans les termes classiques de la crise de surproduction et du processus contradictoire de valorisation/dévalorisation qui définit le capitalisme. Dauvé reste dans les termes stricts de la loi de la valeur-travail, comme si le travail productif était encore l'essentiel de la valorisation, comme si toute production était encore suffisamment matérielle pour qu'il puisse y avoir surproduction. Pourtant, il reconnaît par ailleurs que les causes des guerres sont bien plus globales qu'économiques, que la guerre est politique et que ce ne sont ni les stocks de missiles ni les entreprises qui font la guerre. Dauvé ne peut résoudre la contradiction entre d'un côté, sa vision d'un capital de plus en plus impersonnel et de l'autre, le fait qu'il ne cherche à la rendre concrète qu'à travers la théorie classique de l'impérialisme (celle du « CME » que critique justement Souyri).

Pour nous, dans ce que nous pouvons considérer comme une quatrième phase, le niveau de la Bourse et les crises « financières », comme celle qui a touché le Japon puis l'Asie, produisent des éléments de synchronisation dans un cycle, qui rendent inutile ou en tout cas non inéluctable toute guerre d'envergure. Bien souvent, depuis l'échec du programme prolétarien, les analyses sur la crise et la guerre mondiale quittent le chemin caillouteux de l'analyse logique pour en appeler au ciel, aux étoiles et à la croyance. Comme le disent parfois naïvement bien des ultra-gauches : « mais alors si on ne pense (lire *croire*) pas inéluctable la crise économique finale, le défaitisme révolutionnaire en temps de guerre, le retour du prolétariat à son rôle révolutionnaire, ce n'est pas la peine de... ». Par peur de réinterpréter le monde, le matérialisme marxiste se transforme en croyance.

La question de la souveraineté ne peut plus se poser qu'au sommet de ce que certains appellent « l'Empire », mais qui n'est encore qu'un projet d'ordre mondial en cours de constitution²⁹. Il n'y a pas encore de gouvernement mondial et l'ONU a une légitimité sans souveraineté (les « Casques bleus » n'ont qu'un rôle de tampon), alors que les États-Unis sont les seuls à posséder la puissance qui permet l'expression d'une souveraineté... qu'ils doivent légitimer sans cesse. La difficulté est alors pour eux d'imposer une vision du monde plus qu'une politique (impérialisme classique) qui n'aurait pas sa propre souveraineté comme fin. Ils l'ont déjà fait quand ils prétendaient défendre « le monde libre », c'est aujourd'hui une tâche beaucoup plus ardue quand il n'y a plus d'ennemi déclaré et qu'il faut lui donner consistance.

La force légitime doit alors se présenter comme au service du droit, de la démocratie, de la paix. Les alliances qui se sont tissées entre les États-Unis, les pays européens et les pays arabes pendant la guerre du Golfe et l'intervention en Afghanistan se font sur la base de cette nouvelle souveraineté, impériale au sens où elle ne s'arrête pas aux frontières nationales, où elle ne s'arrête pas non plus à la nationalité des peuples qu'elle recouvre de sa « protection ». Il n'y a plus de territoire à défendre contre un ennemi extérieur d'autant que le caractère anonyme et universel des capitaux ainsi que la libre circulation des marchandises ont violé depuis longtemps toute idée d'intégrité nationale. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus d'intérêt national, mais il est immédiatement subordonné à une logique mondiale qui impose un intérêt général de plus long terme³⁰. Les États-Unis vivent cela comme une contradiction permanente. D'un côté ils maintiennent l'idée d'une intervention limitée à la défense de leur « intérêt vital ». Malgré l'extension possible donnée au terme, cela les amène le plus souvent à se replier sur eux-mêmes et à laisser faire des lois du marché qui spontanément feraient correspondre leur intérêt national et l'intérêt général. C'est l'objectif de la globalisation. Mais d'un autre côté, cette globalisation (qui concerne aussi le terrorisme) s'oppose à tout repli sur soi, surtout de la part d'un pays dont la puissance

²⁷ Sur cette question et les confusions qui en découlent, cf. notre note critique de l'ouvrage d'Hardt et Negri dans le n°13 (hiver 2003) de la revue Temps critiques.

²⁸ Éd. "Trop loin", correspondance : AREDHIS. BP 20306. 60203. Compiègne Cedex.

²⁹ La plus grande critique qui puisse être faite au livre Empire de Negri et Hardt, c'est justement de considérer cela comme un advenu.

³⁰ Avec sa participation aux opérations dans le Golfe en 1991 la France a fait passer sa propre politique moyen-orientale, traditionnellement pro-irakienne après son alliance fondamentale avec les États-Unis. La démission du ministre des armées de l'époque, Chevènement, indique que cela ne s'est pas fait sans grincements de dents. Si aujourd'hui tout le monde est sur les positions de Chevènement (Chirac président de tous les Français en tête), c'est que le gouvernement actuel des États-Unis ne peut symboliser la « nouvelle gouvernance mondiale » (on ne dit plus « nouvel ordre mondial ») que recherchent les puissances dominantes.

repose maintenant plus sur la captation de richesse³¹ que sur sa création (à l'inverse du Japon et de l'Allemagne). Concrètement, par rapport à la question du pétrole, les États Unis ne veulent pas tant s'approprier les richesses irakiennes et en déposséder leurs alliés que favoriser une zone de libre échange du pétrole au détriment des pays qui vivent encore de la rente pétrolière et donc, par ricochet, de certains capitaux dominants (français par exemple) qui ont passé compromis avec ces pays.

Cela serait bénéfique au système capitaliste dans son ensemble, mais cela remettrait en cause certaines alliances avec les régimes les plus féodaux de la région, sans qu'il soit nécessaire de les attaquer de front. S'il y a un brin de vérité dans l'annonce par l'administration Bush de propager la liberté dans toute la région, à partir de l'exemple de la « libération » de l'Irak, il s'agit bien sûr surtout d'une liberté du marché dont il est question. Cela signifie aussi que par rapport à 1991, la marche vers « l'Empire » a suffisamment fait de chemin pour que l'ordre mondial n'ait plus à passer principalement par une délégation de puissance à des forces régionales plus ou moins autonomes dans leur aire d'intervention.

Si cette nouvelle idéologie impériale qui se fait force matérielle, n'est pas l'expression d'une seule puissance, il se trouve néanmoins que les États-Unis en sont le premier pilier ; pour des raisons objectives d'abord : ils symbolisent l'hyperpuissance ; pour des raisons historiques et subjectives ensuite : en se présentant comme « l'Empire du Bien », l'Amérique semble repousser sa propre frontière et apparaît aux yeux du monde comme celle qui vole au secours des peuples menacés alors que rien n'est moins vrai puisqu'elle est fondamentalement isolationniste. On peut comprendre l'offensive des neo-conservateurs américains comme la volonté de dégager une perspective plus globale et à plus long terme. Il s'agirait pour eux de développer une sorte de messianisme du capital³² visant à humaniser son processus de totalisation, à donner un aspect « civilisé » à l'action barbare des restructurations. Le capital n'est pas qu'une pure abstraction, il est aussi un rapport social humain qui a besoin de se référer au Bien, à la démocratie, à la citoyenneté ; il y a, enfin, des raisons économiques à cette politique : le directeur général du FMI Horst Koehler déclarait au Herald Tribune du 20/09/02 que tout le monde a intérêt à la stabilisation des prix du pétrole et particulièrement les pays européens qui se trouvent beaucoup plus dépendants des cours que les Américains pour qui le pétrole irakien ne représente presque plus rien de leurs importations par rapport à la situation de 1991. Il est donc tout à fait erroné de présenter leur action comme une guerre du pétrole, ce que rappellent pourtant à longueur de temps les gauchistes qui pensent toujours que répéter des choses simples permettra de convaincre des masses pavloviennes. Si le clan Bush a bien un rapport direct avec l'industrie pétrolière, c'est avec un sous-secteur marginal de celle-ci (les petites compagnies indépendantes du Texas³³), dont les intérêts sont exactement inverses de ceux des grandes compagnies. Un niveau élevé des cours est leur seule chance de survie. Par ailleurs les experts américains se sont aperçus qu'un redémarrage de la production irakienne aurait un coût énorme que les Américains seuls ne peuvent assumer. La situation est donc beaucoup plus complexe que celle que nous présentent tous les simplificateurs militants, spécialistes des slogans à l'emporte pièce. Ce n'est pas la moindre surprise que de voir le très anti-américain *Monde Diplomatique* reconnaître cette complexité³⁴ et affirmer que la question du pétrole est bien plus stratégique qu'économique. Mais les Américains sont les seuls à posséder la capacité de stabiliser politiquement la région, aussi bien en Irak qu'en Palestine, tout en en faisant une base de redémarrage de l'économie mondiale, comme nous l'avons vu plus haut avec ce que représenterait le passage d'un système de rente à un système de profit. Le problème c'est que stabiliser la région, depuis le 11 septembre, ce n'est plus seulement maintenir le *statu quo* ou à défaut pouvoir s'en prendre directement à l'Arabie Saoudite. C'est ce qui est nouveau par rapport à la situation antérieure dans laquelle les conflits qui découlaient des nouveaux rapports de forces avaient en général un caractère très limité. L'exemple du Golfe en 1991 est éclairant : le but de l'administration américaine visait à punir la tentative d'invasion du Koweït par l'Irak, mais pas du tout à faire sauter Saddam et cela au grand dam de certains militaires américains et de personnalités comme Wolfowitz. On en arrive donc à des conflits dans lesquels le vaincu

³¹ S'il y a une raison que ressurgisse une guerre de type classique, c'est bien sur cette contradiction qu'elle pourrait éclater.

³² Ce messianisme qui viendrait prendre la place laissée vacante par le messianisme révolutionnaire (« l'ennemi de classe » est introuvable) est fortifié par l'existence d'un messianisme islamique lequel se veut à la fois antagonique au développement du capital et son concurrent dans la visée d'un universel despotique.

³³ Il ne faut pas oublier que la compagnie de la famille Bush, *Arbusto Oil*, a elle-même fait faillite !

³⁴ *Le Monde Diplomatique*, avril 2003 : « Vérité et mensonges sur l'enjeu pétrolier » par Yayia Sadowsky, p. 18 et 19.

reste au pouvoir. Même aujourd'hui où Wolfowitz pense tenir sa revanche, la situation est confuse et il a été plusieurs fois remis à sa place par Cheney et Powell. Même chose après le 11 septembre avec l'intervention en Afghanistan et l'évitement de la question pakistanaise. Cette situation est typique de la contradiction du nouvel ordre qui cherche à se mettre en place : d'un côté, affirmer une souveraineté, c'est affirmer une puissance politique et militaire, c'est reprendre ce que dit Machiavel, quand il définit le pouvoir, entre autres, par son absence de référence à des valeurs morales (et c'est ce qui nous donne Saddam toujours là malgré le gazage des Kurdes), mais légitimer cette puissance c'est s'appuyer sur des valeurs morales que le « souverain » ne propage qu'en paroles (d'où les accusations d'impérialisme américain malgré l'absence d'impérialisme).

3 – Guerre civile mondiale, état d'exception et terrorisme

Carl Schmitt avait déjà conceptualisé cette situation avec l'idée de « guerre civile mondiale » qui implique la mise en place d'un ordre particulier, l'état d'exception³⁵. Guerre civile mondiale car plus rien ne serait extérieur à l'ordre. Aujourd'hui, en effet, dans le procès de totalisation du capital, l'ennemi n'est plus tant extérieur (URSS, Chine) qu'intérieur. Bien sûr, des « États-voyous » sont parfois désignés (la Libye à une certaine époque puis l'Irak et le Soudan, aujourd'hui la Syrie pourtant sans pétrole et la Corée du Nord), mais c'est un peu comme une survivance de la conception classique selon laquelle il n'y a que des États pour faire la guerre. Dans les années 70-80, ces États, de par la disproportion des forces en présence, mènent une « guerre asymétrique » qui utilise des groupes terroristes comme fer de lance de leur politique anti-impérialiste la plus souvent réduite à l'antisionisme³⁶. Les pressions des pays occidentaux et de l'ONU se font donc contre ces États. Mais il n'en est plus de même quand le déclin du nationalisme arabe (la perte d'influence des partis Baas, la mort de Nasser, la fin de l'aura du colonel Kadhafi³⁷) ouvre la voie vers un Islam radicalisé et offensif. Celui-ci, après s'être identifié à la révolution iranienne, s'est redéployé dans un sens communautariste qui ne connaît pas plus les frontières que les marchandises du capital. A ce propos, la « révolution » iranienne a joué un rôle fondamental dans la mesure où elle a réussi à synthétiser un mouvement puissant de révolte des déshérités contre le pouvoir à travers un prisme religieux. Malgré son caractère particulier d'origine, chiite et perse, la « révolution » iranienne constitue une prémisses de ce qui deviendra « l'islamisme radical ». La révolte à La Mecque, puis la dissidence d'Al Quaïda par rapport à l'Arabie saoudite indiquent des soubresauts d'une toute autre nature que ceux de l'époque des coups d'État nationalistes et militaires. Les formes terroristes qu'ils peuvent prendre ne sont plus liées forcément à la revendication d'un territoire et essaient de forger un nouveau messianisme, un nouvel universel qui ne passe plus par les médiations historiques traditionnelles que furent les États et leurs armées. Cet islamisme radical se déploie souvent sous la forme des réseaux, réseaux qui constituent aussi une des formes de redéploiement des États à l'époque de la crise des États-nations³⁸. Il s'ensuit une certaine privatisation des affrontements qui est aussi une des caractéristiques des guerres civiles³⁹ mais aussi de diverses formes de terrorisme dans les pays dominants quand s'éloignant de la violence diffuse des mouvements sociaux elles se posent alors comme le seul recours face à l'État et lancent le fameux « avec l'État ou avec nous » des *Brigate rosse* italiennes. La lutte tend alors à devenir une lutte exclusive de toute autre forme et de tout autre protagoniste : la « guerre de classe » ou la guerre de libération nationale (celle de l'IRA ou de l'ETA) deviennent alors des guerres privées qui ne préparent que des lendemains qui déchantent.

Si nous prenons l'actualité récente, bien malin qui arrivera à distinguer ce qui relève des affaires privées de ce qui relève de l'action politique dans les pratiques du clan Ben Laden comme dans celles du clan Bush ! Dans ces

³⁵ Dans *La dictature* en 1921 et *Théologie politique* en 1922.

³⁶ Le groupe palestinien d'Abou Nidal en fournit un exemple.

³⁷ De façon anecdotique il est intéressant de relever l'évolution d'Oriana Fallaci qui de groupie du colonel Khadafi se transforme en grande prêtresse du combat antiterroriste et anti-islamiste.

³⁸ Sur cette question, on se reportera aux n°12 et 13 de la revue *Temps critiques*.

³⁹ La guerre civile espagnole de 1936 a peut être constitué la première forme moderne de ce type de guerres dans lesquelles les civils tués sont plus nombreux que les militaires et sont le plus souvent tués par d'autres civils. Vengeances, représailles, exterminations sont alors le lot quotidien. C'est la distinction même entre civils et militaires qui s'efface et on sait avec quelle force les Républicains essayèrent de redonner un caractère public et étatique à cette guerre, ce qui la transforma, à leur corps défendant, en une prémisses de la Seconde Guerre mondiale.

deux cas le succès de l'entreprise repose sur la capacité à représenter ce qui est particulier, « privé », comme de l'ordre de l'universel et à mobiliser en conséquence. C'est pour cela que la dimension religieuse est réactivée par chaque « camp », afin de donner sens à l'entreprise. Pour les États-Unis, il s'agit alors de trouver le lien qui permette d'assouvir vengeance privée (détruire Saddam) et mission universelle (défendre la civilisation). Et faire le lien, c'est rechercher dans quelle mesure Saddam est ou sera un soutien des Ben Laden actuels et futurs. C'est peut-être là une explication du recentrage de la riposte américaine sur Saddam après l'échec des tentatives de circonscrire une organisation comme Al Qaïda. Mais cet antagonisme qui tourne à l'affrontement mérite-t-il encore le qualificatif de « guerre » ? La guerre implique une certaine égalité des forces en présence et une extériorité à l'ordre du monde. Sinon il ne s'agit que « d'opérations de pacification », comme par exemple, celles qui furent menées dans les « guerres coloniales » ou bien d'opérations de police du type de celle de 1991. La propagande occidentale avait bien tenté de gonfler la baudruche irakienne en lui prêtant la quatrième armée du monde, mais son comportement face aux bras nus iraniens en disait long sur sa réelle opérationnalité.

La victoire américaine n'a pas produit les effets escomptés. Le nouvel ordre est en désordre permanent comme l'ont montré les guerres civiles que les journalistes et politiques s'efforcent de définir comme « ethniques » à l'intérieur de l'ex Yougoslavie, comme le montrent aussi les activités terroristes de par le monde. Les « règles » de la guerre conventionnelle n'existent alors plus : les voisins deviennent ennemis, la lutte de tous contre tous rend indistinct la délimitation entre civils et militaires, entre enfants et combattants. En Bosnie comme au Rwanda le sang doit couler, le sperme doit souiller.

Quand le capital pense avoir unifié le monde⁴⁰, il s'aperçoit donc de l'existence d'un nouvel affrontement à l'échelle du capitalisme totalisé. Cette nouvelle phase voit reculer l'idéologie de la fin de l'Histoire qui semblait pourtant adéquate à l'idée de l'Empire, au profit de celle du choc des civilisations (Huntington) qui envisage une multiplication de conflits « par le bas » (développement du différentialisme et des revendications identitaires culturelles et religieuses) qui viendraient remplacer les conflits entre nations et classes. Il est évident que ces formes réactives mises en avant par Huntington, sont nostalgiques d'unités supérieures passées qui ne peuvent plus se réaliser, mais qui alimentent des résistances aliénées à la globalisation capitaliste. Elles sont elles aussi le fruit d'un échec, celui de la lutte contre le système capitaliste, même s'il ne s'agit pas ici, comme dans le cas de la perspective révolutionnaire, d'une lutte pour son abolition, mais d'une lutte contre sa pénétration (bien sûr Huntington ne dit pas un mot là-dessus). Faute de perspective ouverte, chacun cherche à se réenraciner. Pour Huntington le conflit israélo-palestinien en est un exemple qui voit s'affronter les franges extrêmes de deux civilisations. Conflit secondaire en apparence, mais moteur dans la dynamique générale d'affrontement entre « civilisations ». La référence à l'une ou l'autre des deux franges fonctionne alors comme un référent imaginaire essentiel. L'exemple d'Huntington est intéressant dans la mesure où il permet de comprendre le passage d'un antagonisme entre deux nationalismes laïcs (sioniste/palestinien) à un conflit à dominante communautariste et religieuse. Il n'en reste pas moins que cette vision « culturaliste » est très réductrice et que nous préférons donner à cet affrontement une explication plus politique. En effet, si cet affrontement est important du point de vue de la compréhension générale de la situation et dépasse donc le cadre d'un affrontement régional, c'est qu'il manifeste bien, au moins depuis la première Intifada, l'unité du procès guerre-paix dans la restructuration actuelle de l'ordre mondial. Une interprétation politique qui ne doit pas négliger une dimension économique bien analysée par Theo Cosme⁴¹ qui fait d'Israël le pôle capital de la dynamique de transformation des rapports sociaux dans la région et des palestiniens le pôle travail.

L'offensive actuelle vise donc aussi à l'intégration de la région sur de nouvelles bases : le passage de la forme rentière à la forme marché/profit, l'affaiblissement des anciennes puissances régionales (Irak et Arabie saoudite), la création d'une zone ouverte à la circulation des ressources naturelles et des flux de valeur. Il n'y a donc pas « rétractation » du capitalisme comme cela a pu apparaître dans la crise des années 30, avec le développement du protectionnisme, puis le réarmement et la marche à la guerre⁴², mais contradiction à l'intérieur du procès de totalisation : plus la globalisation est intense plus elle se fait sur la base du capital le plus développé, renvoyant

⁴⁰ « Les États-Unis sont le premier État proto-mondial d'un Empire universel » dit W. Pfaff dans *International Herald Tribune* du 07/01/02.

⁴¹ Theo Cosme : *Moyen-Orient 1945-2002 : l'histoire d'une lutte de classes*. Ed. Senonevero.

⁴² Comme le pense le groupe Trop loin dans sa lettre n°1 intitulée "Septembre gris".

le capital dominé et le travail peu qualifié à un rôle de sous-traitance. Il n'y a plus de déconnexion possible, mais la connexion laisse des masses potentielles de capital et de travail en jachère.

Face à ce qui apparaît comme pure barbarie qu'il faut stopper, la puissance impériale doit intervenir professionnellement avec des corps de spécialistes⁴³. La « guerre propre » chasse la « sale guerre » ! Deux moyens sont utilisés pour prévenir, enrayer ou éliminer les conflits de cette guerre civile mondiale :

- la dimension technologique devient un élément central des nouvelles formes d'intervention : la « guerre chirurgicale » et « informationnelle » utilisée déjà pour la première opération dans le Golfe est complétée par l'équipement de forces terrestres peu nombreuses mais quasi invulnérables : les nouveaux soldats Robocop seront rendus intelligents et invisibles.
- l'état d'exception théorisé pour l'analyse du régime nazi tend à devenir la norme quand, dans les démocraties modernes, la dimension politique s'efface et que les institutions ne jouent plus leur rôle traditionnel (perte de pouvoir du parlement et du pouvoir législatif, dérives de l'institution judiciaire, etc.).

L'état d'exception qui est un espace vide de droit plus qu'une dictature devient État d'exception quand il perdure, « État d'urgence »⁴⁴ comme modèle de gouvernement. L'ennemi est remplacé par le criminel défini comme celui qui exerce la violence à l'extérieur de la loi. Cela permet également d'élargir la qualification stricte de « terrorisme » à un nombre élevé d'actions et d'individus. De son côté l'État répond à cette situation, produite en partie par lui, en se soustrayant plus ou moins partiellement à l'ordre juridique : utilisation des repentis en Italie et aux États-Unis (et désormais en France), USA *patriot act* du 26 octobre 2001 qui permet de détenir tout étranger suspecté de menacer la sécurité nationale aux États-Unis, juridiction spéciale ouvrant vers *l'indefinite detention*, etc. Il n'y a alors plus d'infraction politique au sens noble du terme. Par exemple la qualification de « participation à bande armée », qui est déjà une disqualification en soi de toute hypothèse politique de lutte armée, peut être requalifiée en « association de malfaiteurs ». Ceci est aussi rendu possible par ce que nous avons déjà signalé⁴⁵ comme une crise générale de la politique et des institutions dans la transformation actuelle de l'État.

Cette crise se manifeste paradoxalement par une autonomisation des institutions. La justice et la police sont particulièrement à la pointe de ce processus et servent de rampe de lancement aux tendances populistes et justicialistes et à leur idéologie anti-politique⁴⁶ et sécuritaire. A court terme, c'est un mode possible de gestion de la fragmentation des rapports sociaux dans la société capitalisée. C'est ce que P. Persichetti et O. Scalzone ont théorisé comme « État d'exception permanent » pour le cas de l'Italie⁴⁷, notion à ne pas confondre avec l'idée de guerre permanente qui caractériserait l'histoire du mode de production capitaliste. Les actions de cet État s'écartent du mode de régulation fordiste qui visait à englober les contradictions de classes...et qui y est assez bien arrivé malgré la persistance de la domination et des inégalités. Dans l'État-providence, les institutions étaient puissantes et leurs fonctions clairement définies, tendues vers un but d'homogénéisation des rapports sociaux, ce que les sociologues ont appelé la « moyennisation » des sociétés occidentales. Mais aujourd'hui, dans la crise de ce mode de régulation et dans la restructuration qui l'accompagne à partir du début des années 80, les institutions se résorbent⁴⁸ dans des dispositifs de gestion dans lesquels les protagonistes deviennent polyvalents. Les anciennes délimitations entre éducation, formation, animation, prévention, répression, légalité, illégalité deviennent floues et flexibles.

⁴³ Cf. notre texte *De la valeur sans le travail à la guerre sans soldats*, inédit pour le moment et uniquement disponible sur le site. Il sera repris dans le vol 3 de l'anthologie de *Temps Critiques* autour de la guerre dont la parution est prévue à l'été 2003.

⁴⁴ Cf. *La révolution et l'État* de P. Persichetti et O. Scalzone. Dagorno : « Urgence sans fin » dans laquelle « l'exception est la règle ».

⁴⁵ Par exemple dans le n°1 de la revue *Interventions* consacrée à l'Italie (nov.2002).

⁴⁶ Les partis politiques sont en déclin parce qu'ils ne représentent plus rien. Ils ne rivalisent plus pour assumer la représentation de classes devenues évanescences, mais pour se faire directement porte-parole des diverses fractions du capital.

⁴⁷ *Op. cit.* État d'exception qu'on peut faire remonter à la fin des années 60 avec le début de la « stratégie de la tension », qui a depuis connu des perfectionnements légaux. En réalité un « modèle » devenu exportable comme le montrent les derniers textes ou projets législatifs français (loi de gauche du 15/10/2001 sur le témoignage anonyme ; extension de la même loi le 04/08/2002 par la droite et généralisation de la loi sur les repentis jusqu'à là réservée aux trafiquants.)

⁴⁸ Cf. l'article : « L'institution résorbée » de J. Guigou dans le n°12 (hiver 2001) de la revue *Temps critiques* et d'une manière générale

Cette qualification nouvelle des activités n'est pas qu'à usage interne, mais s'applique aussi au niveau global. Ainsi le général de marine Zinni résume dans *Newsweek* la tactique de l'administration américaine⁴⁹ vis-à-vis de l'Irak de S. Hussein : « Au départ, on parlait au moins des liens (de l'Irak) avec le terrorisme. Quand ce lien n'a pu être établi, ce fut le tour des armes de destruction massive. Quand on n'a pas pu le prouver, ça a été le manque de coopération. Maintenant, la raison avancée pour partir en guerre, c'est : "vous ne nous laissez pas parler à vos scientifiques" » Au-delà de la mauvaise foi de l'administration US, il y a là une jonglerie des différents chefs d'accusation qui est bien aussi une négation du droit. La force de loi l'emporte sur la loi en n'assumant même pas ce qui lui donnerait sa légitimité politique-éthique : le fait d'affirmer que peu importe ce que les inspecteurs trouveront ou ne trouveront pas en Irak puisqu'on sait ce qui s'y trouve et que c'est contraire à la démocratie, aux droits de l'homme, aux « règles » de la guerre et tout le baratin habituel. Cette force de loi est ce qui impose le type de souveraineté qui sied à « l'Empire ». Ce qui fait que l'intervention pourrait être vraiment légitimée dans l'État de droit n'a plus d'importance puisque la décision se prend dans l'état d'exception. Il n'y a donc plus rien à justifier et c'est peut être ce qui explique deux phénomènes récents :

- Ce sont les alliés des États-Unis qui tentent de justifier l'intervention avec l'appel de huit chefs d'État européens pour une guerre sans restriction en Irak. A remarquer que ces pays ne disposent d'aucune souveraineté réelle : l'Angleterre n'est plus qu'une province d'outremer de l'Amérique qui cherche à survivre comme trait d'union entre les États-Unis et l'Europe continentale et l'Italie n'a même pas, constitutionnellement, le droit de faire la guerre. Quant aux petits pays qui viennent d'adhérer à l'Otan, on peut dire que leur adhésion future à l'Union européenne relève plus de leur adhésion au mode de vie occidental qu'à une vision politique et culturelle de l'Europe. On retrouve ici une application pratique de certaines thèses d'Huntington.

La France, quant à elle, a été amenée à se placer à la tête d'un front anti-guerre, parce qu'elle ne se résout pas à la tendance à la constitution de l'Empire. Elle raisonne encore en termes nationaux, même si ses intérêts propres peuvent converger avec ceux d'autres puissances (la Russie par exemple ou l'Allemagne dans laquelle le mouvement pacifiste s'est fait État). Il ne faut donc pas appréhender cette opposition comme un antagonisme fondamental. Il ne s'agit plus d'une opposition entre impérialismes, mais d'une vision différente de la « gouvernance mondiale », multilatérale et interétatique. Si la première intervention dans le Golfe entrainait dans ce cadre, la situation est bien différente pour ce qui est de la seconde. L'incohérence fondamentale de la position française, et donc son caractère tout à fait conjoncturel apparaît bien dans le fait d'un côté de menacer les États-Unis d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU et de l'autre de laisser acheminer le matériel de guerre sur le territoire français et son espace aérien. Cette incohérence provient aussi du fait que le souverainisme français repose sur la nostalgie de l'ancien empire colonial (la « Françafrique ») et qu'il produit encore ses effets en rendant possible l'alliance entre anti-américanisme de droite et anti-américanisme de gauche.

- le climat d'étouffement intellectuel, la propagande des médias et plus généralement la stratégie de la tension qui règne aux États-Unis depuis de nombreux mois semblent laisser place à nouveau aux voix discordantes et aux manifestations de l'opposition. On peut en avoir deux interprétations. Quand la décision est déjà prise peu importe le reste (cf. Blair et ses 90% d'Anglais contre une guerre non onusienne) pourrait-on dire et même relâcher l'étau de l'état d'exception ne peut pas faire de mal.

Cette tendance à redéfinir ce qui est légal et finalement ce qui relève de la délimitation et de l'exercice de la violence légitime a même touché les forces de contestation. Dès la Gauche prolétarienne au milieu des années 70 en France, mais surtout avec l'idéologie et la pratique de la « dissociation » en Italie dans les années 70, cette délimitation s'est produite dans le camp même des forces subversives. La violence « externe » au droit, mais légitime politiquement et éthiquement (la violence des « masses »), a été réintégrée dans la démocratie

l'ensemble du n°13 (hiver 2003) de cette revue.

⁴⁹ Source : *Le Monde* du 31/01/2003 : « Des généraux américains fort peu bellicistes », page 15.

gestionnaire⁵⁰ et ce qui reste à l'extérieur de ce processus de réinsertion est défini comme relevant de la violence pure, la violence proprement terroriste. Il devient alors nécessaire de désigner ces forces comme des forces militaristes concurrentes de l'État et non comme partie intégrante du mouvement. Que ce ne soit pas totalement faux, de notre point de vue, est un autre problème, interne au mouvement de lutte lui-même et à ceux qui contestent l'ordre établi. Cette démarche de la « dissociation » participe au maintien d'un État d'urgence, même si c'est d'une manière beaucoup plus indirecte que le plan Vigipirate !

Pourtant, tout mouvement qui développe une autonomie par rapport à l'État se trouve un jour confronté non pas tant au niveau de violence adéquat à son action qu'à un seuil de légalité qu'il n'a pas défini et donc au risque que représente l'illégalité quand celle-ci est définie par l'État d'exception comme violence en soi, c'est-à-dire indépendamment des actes réellement commis. La non violence d'un Gandhi ou d'un Martin Luther King devient alors aujourd'hui violence car reposant sur des actes de désobéissance civile⁵¹. Cette illégalité peut être un élément important de nos luttes à partir du moment où elle n'est pas affirmée comme principe de lutte mais comme réponse à des situations concrètes, à partir du moment où elle n'a pas pour but de déboucher sur une nouvelle légalité, mais sur une communauté humaine sans souveraineté.

Depuis le 11 septembre cet état d'exception s'est radicalisé par la mise en place d'une stratégie de la tension : on peut la repérer aux États-Unis avec une intense propagande menée par des médias qui viennent relayer les mesures concrètes de prévention prises contre tout ennemi intérieur, par les forces de répression. Une stratégie déjà repérable en Europe, avec la militarisation de la ville de Gênes avant le sommet du G8 en juillet 2001. Mais cette stratégie ne peut être comparée à celle mise en place en Italie au début des années 70. La « guerre civile mondiale » est bien moins saisissable qu'une guerre de classes ou une guerre classique avec des belligérants déclarés⁵². Les protagonistes n'en sont pas vraiment connus et les « camps » ne se laissent plus aussi facilement délimiter comme le montre l'exemple des syndicats américains qui d'une position de partisans de la guerre au Vietnam sont aujourd'hui passés à une opposition à une nouvelle intervention dans le Golfe. Plus étonnant encore, les va-t-en guerre Rumsfeld et Wolfowitz sont passés au travers de la guerre du Vietnam alors que les vétérans du Vietnam et du Golfe comme Schwartzkopf et Zinni sont très réservés quant à une nouvelle opération en Irak. Que doit-on penser aussi du slogan de certains anti-guerre américains : « Win without war » ?⁵³

Il faut toutefois « savoir raison garder ». Ce que certains ont appelé « la première guerre du XXI^e siècle » n'est qu'une nouvelle opération de police, bavures⁵⁴ comprises. Pour qu'il y ait guerre, il ne faut pas seulement des destructions massives et des morts, mais une confrontation entre deux armées. Moins encore qu'en 1991 elle n'aura eu lieu. Quant à la militarisation de la société américaine, elle est toute relative. Les nombreuses manifestations et la parole qui a été progressivement laissée aux opposants dans les médias, semblent indiquer des hésitations dans la conduite à suivre de la part des États-Unis et de leurs alliés. Il ne faut pas opposer à la « syntaxe de réduction »⁵⁵ des dominants, un fantasme sur le totalitarisme de la part des dominés. Cette tendance à la surestimation du pouvoir des premiers est typique d'une approche qui, sous couvert de subversion improbable, en vient à courir au devant d'un parachèvement de la domination et de la soumission au sein d'un Empire qui serait déjà un advenu. Toute révolte, tout conflit ne peuvent alors plus apparaître que comme le fruit d'un complot ourdi par les dominants eux-mêmes. On a déjà suffisamment parlé de cela, ailleurs, quant à l'application de cette thèse à la situation italienne des années 70-80 et on citera ici les exemples donnés par Curtis Price⁵⁶ pour les États-Unis, selon lesquels une majorité d'afro-américains pensent que le virus du

⁵⁰ Le « cas » Sofri provient de son entêtement à se proclamer innocent, mais il ne contredit pas notre analyse puisque Sofri renie tout ce qui n'était pas démocratique dans le mouvement et qui ne pouvait conduire qu'à la dictature si jamais le mouvement avait vaincu (cf. ses affirmations d'octobre 2002, faites du fond de sa prison à D. Mermet pour son émission sur France-inter).

⁵¹ C'est ce qu'a déclaré la magistrate italienne Plastina qui était chargée d'instruire l'enquête préliminaire sur les arrestations de Cosenza en rapport avec les événements de Gênes. La nouvelle loi Perben sur la procédure dite de comparution sur « reconnaissance préalable de culpabilité » va dans le même sens.

⁵² Si toute guerre est maintenant opération de police de la part de « l'Empire », alors toute guerre prend la forme de la guerre civile.

⁵³ Information fournie par la lettre n°10-11 de la revue *Le Crépuscule du XX^e siècle*.

⁵⁴ Que ce soit dans les opérations internes à un territoire ou dans les opérations internationales, la bavure devient non pas un élément regrettable, un « dommage collatéral », mais la forme même de l'intervention quand l'ennemi n'est plus discernable clairement.

⁵⁵ Cf. l'article de D. Albrespy dans le n°3 (printemps 1991) de *Temps critiques*.

⁵⁶ Dans *Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les États-Unis*. Publication de la revue *Échanges*.

sida a été élaboré dans les laboratoires gouvernementaux de leur pays et que la CIA a déversé le crack dans les villes américaines⁵⁷. Certains n'ont-ils pas vu d'ailleurs dans le 11 septembre un attentat commis par les Américains eux-mêmes puisqu'ils sortiraient plus puissants de cette épreuve pendant que d'autres y voyaient la main du Mossad, aucun juif n'ayant été recensé parmi les victimes!⁵⁸. Quant au *Monde Diplomatique*, un de ses journalistes⁵⁹ nous révèle que (les Irakiens) « s'attendent à une de ces crises chroniques qui agitent le pays depuis 1991 et dont le président Saddam Hussein, étrangement, paraît toujours sortir renforcé...à tel point que les rumeurs d'une alliance plus qu'objective entre Bagdad et Washington ont connu en Irak un immense succès ». Avec le recul, cette dernière remarque ne manque pas de piquant !

Indépendamment des délires provoqués par une conception de l'histoire comme histoire secrète, ce qui est lamentable dans ces fictions, c'est qu'elles annihilent tout point de vue objectif sur la situation. Pour beaucoup il ne s'agit plus que de montrer les mensonges du système de domination ou éventuellement de jubiler devant des ruses de la raison qu'on serait les seuls à reconnaître⁶⁰. Or si nous avons parlé de « Soubresauts » pour le 11 septembre⁶¹, c'est pour pouvoir jouer sur le double sens possible du terme, à la fois dernier soupir d'un ordre à bout de souffle et prémisse d'un ébranlement plus fondamental. Les Ben Laden actuels et ceux à venir ne sont plus des produits de l'ancienne politique américaine de *containment* des forces adverses qui conduisit à vouloir stopper par tous les moyens l'URSS en Afghanistan, mais en maintenant un quadrillage dans lequel chaque force régionale tient son rôle⁶². Cette politique, qui fut à la fois celle de Bush senior et de Clinton repose sur une vision de l'ordre du monde comme un équilibre entre des puissances qui, quelles que soient leurs tailles, ont une place dans la hiérarchie de cet ordre et y trouvent leur compte. Cette idée conduisait à punir Saddam, mais sans le destituer puisqu'il était toujours le garant de la surveillance des chiïtes au Sud et des Kurdes au Nord. Toutefois, il n'est pas redevenu l'ami des Américains et le 11 septembre va alors précipiter un abandon de cette politique. Le quadrillage multilatéral doit laisser place à un véritable imperium, unilatéral s'il le faut, de façon à prévenir ce qui est donné comme une menace à venir, même si on n'arrive pas bien à la distinguer. Le refroidissement de l'amitié américano-saoudienne est un élément de la crise qui passe peut être un peu inaperçu, mais qu'on doit garder en tête si on veut faire un lien entre l'opération en Irak et le 11 septembre. Quand les Américains cherchent la preuve de la connivence entre Saddam et Ben Laden, ils prêchent le faux pour savoir le vrai. Ils cherchent la tête de l'Ennemi.

4 — De l'anti-impérialisme au pacifisme, l'absence de perspective révolutionnaire.

Si la guerre n'est plus le moteur de l'histoire pour le capital, elle ne l'est plus non plus pour la révolution.

Pendant longtemps la guerre a été considérée comme l'accoucheuse de l'Histoire (Engels). Mais l'engendrement ne donnant pas la progéniture attendue, les marxismes-léninismes théorisèrent les notions de « défaitisme révolutionnaire » des prolétaires par rapport à leur bourgeoisie nationale et de « retournement de la guerre bourgeoise en guerre civile révolutionnaire ». Cette conception a atteint son point culminant avec la révolution russe de 1917 et les révoltes de soldats en France et en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. Les

⁵⁷ Bruit répandu à partir d'une information sur les implications de la CIA avec les « contras » antisandinistes en Californie et le commerce du crack auquel ils se livraient.

⁵⁸ Il est vrai que dans certains pays ou pour certaines personnes, le fait d'être juif doit sûrement apparaître en surimpression et clignoter au signal !

⁵⁹ David Baran dans *Fin de règne à Bagdad* (février 2003).

⁶⁰ Curtis Price donne les exemples, pour l'Amérique, de la *New Left revue* et de Perry Anderson qui s'épanchent sur une puissance absolue du capital alors que tout ce qui se passe est le signe de sa faiblesse relative.

⁶¹ Cf. La brochure du même nom, hors série de Temps critiques parue en novembre 2002. Consultable sur le site de la revue.

⁶² Pour des développements sur cette question on se reportera à notre supplément au n°3 de Temps critiques, intitulé : « Quelques points décisifs révélés par la dernière guerre » (L'impliqué, juin 1991) et qui sera reproduit dans un vol III de l'anthologie de nos textes autour de la guerre, avec de nombreux inédits ; publication prévue aux éditions L'Harmattan, courant 2003.

conseils de soldats seront l'émanation de cette révolte avant d'être balayés par l'État soviétique et la contre-révolution allemande. On eut même ensuite un exemple inverse en Espagne avec une révolution qui fut détournée en guerre inter-impérialiste, ce qui a entraîné de nombreuses polémiques quant à la caractérisation exacte de l'événement. La conception d'un « débouché révolutionnaire » à la guerre inter-impérialiste atteint son point le plus bas à la fin de la Seconde Guerre mondiale qui voit le prolétariat international rendre les armes au nom de la démocratie ou du socialisme d'État.

En dehors des courants pacifistes intégraux — assimilés à « l'esprit de Munich », contraires à l'idéologie de la résistance et donc sortis très affaiblis de la Seconde Guerre mondiale — se développent alors des mouvements anti-impérialistes qui vont se trouver piégés par la nouvelle configuration du monde : celle d'un monde bipolaire qui implique qu'une lutte principalement orientée contre un impérialisme revient à renforcer l'autre. Dès lors, soutenir les mouvements de libération nationale n'affaiblit pas vraiment l'impérialisme puisque celui-ci modifie sa forme de domination (néo-colonialisme) et que les pays nouvellement indépendants se rallient presque tous à l'un des pôles de la division capitaliste du monde. Cette réalité a rendu sans issue toute perspective « tiers-mondiste ».

Toutefois, si combattre son propre impérialisme et pratiquer le « défaitisme révolutionnaire » n'ont pas conduit à la révolution sociale, la lutte contre la guerre d'Algérie et celle contre la guerre du Vietnam auront une influence indirecte sur les mouvements contestataires qui s'exprimeront en France et aux États-Unis à la fin des années 60. C'est à partir de ces luttes et des critiques anti-impérialistes et anti-militaristes qu'elles impliquent, que la contestation du capitalisme réapparaît après une longue période contre-révolutionnaire. Néanmoins, la guerre du Vietnam marque la fin d'une époque : la « défaite » américaine achève la période de guerre froide entre les deux blocs et trouve son pendant tardif dans la défaite soviétique en Afghanistan. Cela en est fini de la guerre impérialiste⁶³, mais aussi de l'espoir entretenu par certains, d'« un encerclement des pays bourgeois par les pays prolétaires ». Il n'y aura pas « Un, deux, trois Vietnam » comme le pensait Guevara, mais le Cambodge de Pol Pot. A partir de là, le capitalisme global va structurer un nouvel ordre par d'autres moyens.

Depuis l'écroulement de l'URSS et la marche vers l'unité du monde, les « opérations de guerre » se mènent au nom de la paix. Il est donc difficile de réactiver un pacifisme traditionnel qui s'appuie sur la critique de la guerre en soi. C'est d'autant plus difficile quand ces opérations ne mettent plus en première ligne une conscription qui faisait que tout le monde se sentait plus ou moins concerné. La critique anarchiste de l'armée comme mise au pas des jeunes perd de sa force à partir du moment où les États ont supprimé la conscription pour engager des professionnels et des mercenaires.

L'analyse révolutionnaire classique — telle celle du groupe « Socialisme ou Barbarie » en 1949⁶⁴ qui voyait une contradiction identique vécue par le prolétaire aussi bien en tant qu'ouvrier et en tant que soldat ce qui donc aurait pu le conduire à retourner et les moyens de production et les moyens de destruction contre ses exploités — est rendue caduque par le fait que le prolétaire a même perdu le contact avec ces moyens. La substitution toujours plus grande de capital fixe au travail vivant le relègue à une situation complètement contingente dans laquelle, au mieux, il est un simple suppléant de la machine productive comme de la machine de guerre (virtualisation de la guerre, téléguidage de destructions à distance, etc.) Au niveau militaire, ce caractère se retrouve dans la prédominance de plus en plus grande de la guerre aérienne et « chirurgicale » et le rôle périphérique joué par les forces terrestres. Celles-ci ne reprennent pied que lorsque le caractère d'opération de police l'emporte clairement sur l'intervention militaire proprement dite. Cela apparaît bien dans le cas des deux interventions en Irak. La première est déjà bien une opération de police, mais le contexte de « l'agression » du Koweït par l'Irak maintient le schéma classique de la guerre, même s'il s'agit d'une guerre dite « asymétrique » : armée irakienne contre machine de guerre écran afin de respecter l'idéologie du zéro mort de la coalition menée par les Américains. Dans la seconde, il s'agit aussi d'une opération de police, mais bien plus claire, contre des dirigeants et la structure d'un État déjà sous contrôle militaire et économique (embargo, inspections, destructions d'armes etc.) Tout citoyen peut alors être considéré comme un civil, à la fois séparé de ses dirigeants, mais potentiellement terroriste. Les forces terrestres retrouvent alors de leur importance même si les forces terrestres

⁶³ Pour nous, il n'y a pas de commune mesure entre d'un côté l'intervention soviétique en Afghanistan, encore mâtinée d'impérialisme et qui relève d'une stratégie de contre-containment et de l'autre l'intervention russe en Tchétchénie qui relève de l'opération de police.

⁶⁴ *Socialisme ou Barbarie* n°3, cité p.15 de « 10+1 questions sur la guerre de l'OTAN contre la Serbie » de G. Dauvé de la revue *Trop loin*.

américaines sont incompétentes en dehors de leur mission strictement militaire. Les Anglais ont eux l'expérience de l'Irlande, quant aux Français et Italiens ils ont des corps spécialisés de maintien de l'ordre à l'intérieur de leur structure militaire, mais qui restent pour le moment inemployés tant qu'une solution politique ne permet pas de revenir sur la distinction pro-guerre/anti-guerre. Malgré des divergences conjoncturelles, il ne fait pas de doute que toutes ces forces devront, à terme, coopérer à nouveau.

Face à cette absence de perspective révolutionnaire, certains recherchent à tout prix les arguments qui peuvent recréer le lien historique entre guerre et capitalisme, c'est-à-dire le lien économique qui viendrait tout expliquer et rassurer. Faire appel à la nature impérialiste de toute guerre est ainsi une solution de facilité, surtout si cet appel peut reposer sur un anti-américanisme qui représente bien, avec un peu d'anti-lepenisme, le nouveau « socialisme des imbéciles ». Chirac est visiblement le président de tous les Français : non seulement des 82% qui ont voté pour lui, mais aussi bien des non inscrits... et même de ceux qui ont voté FN ! L'extrême-gauche, après avoir fait tomber Jospin, ressuscite le fantôme du gaullisme et n'arrive même plus à se distinguer d'un gouvernement pour qui elle a finalement appelé à voter. Ce fantôme du gaullisme prend une forme encore plus précise dans le slogan de l'après-guerre : « l'Irak aux irakiens ».

Le pétrole du Caucase a servi d'explication pour l'intervention dans les Balkans, alors pourquoi ne pas servir le même coup du pétrole pour une nouvelle intervention en Irak ? Cela est censé montrer le caractère inéluctable de la guerre en système capitaliste car celui-ci y trouverait soit la source de nouveaux profits, soit une solution à ses contradictions internes. A partir de ça on rétablit le lien entre lutte contre la guerre et lutte contre le capital. On pense ainsi se distinguer du simple « pacifisme bêlant ». Or il ne s'agit pas tant de critiquer le pacifisme que de montrer pourquoi c'est lui qui s'impose aujourd'hui et non pas la lutte anti-impérialiste des années 60-70 ou alors la perspective du retournement de la guerre capitaliste en guerre de classe comme dans les années 10-20 du XXe siècle.

Aujourd'hui, encore plus qu'en 1991, le « non à la guerre » ne peut que masquer l'incapacité à dépasser cette attitude pacifiste. C'est pour cela que nous avons beaucoup plus de mal à l'entendre. S'il y a bien une continuité entre les mouvements anti-globalisation et le mouvement contre la guerre, c'est bien dans cette incapacité objective et subjective à dégager une perspective révolutionnaire, une perspective autre qui ne se confonde pas avec les positions des différentes fractions du capital. Déjà au moment de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, nous avons été mis hors jeu par un conflit qui opposait le cynisme à la barbarie. On a alors vu LO devenir anti-américaine et quasiment pro-serbe avant de rejoindre les positions anti-OTAN et pro-UCK de la LCR. Certains qui signent n'importe quoi, en ces temps de « minimalisme politique », se sont retrouvés avec n'importe qui ! Tout au plus avons-nous pu poser la question : « Qu'est-ce que la guerre et quelle position politique adopter ? »⁶⁵

A l'époque, certains comme A.Badiou, répondaient bien qu'il ne fallait justement rien faire, mais cela ne traduisait pas, pour eux, notre impuissance en tant que partisans de la révolution mondiale et de la communauté humaine. Ils en appelaient à la France, à son gouvernement qui ne devrait rien faire, dévoilant par là même une absence de puissance, de souveraineté. Si on regarde la position de la France en mars 2003, on peut dire qu'elle répond enfin positivement à Badiou et à ses semblables ! D'autres, comme A.Brossat⁶⁶ ont énoncé que l'intervention de l'OTAN est venue troubler la posture que constitue la perception indistincte du malheur général du monde et l'absence de forces de révolte qui en résulterait inéluctablement. On peut supposer qu'il fait allusion à la dureté que les révolutionnaires professionnels doivent cultiver afin de se forger la carapace qui permet de « tenir » au milieu des événements défavorables, qui permet de justifier de son détachement par la référence aux principes. Sûrement, mais pour cela faut-il en appeler essentiellement à l'indignation ? Et fallait-il alors, en appeler à l'OTAN et aux grandes puissances qui sont pourtant à l'origine du désastre du monde et dans la même optique en appeler aujourd'hui à l'ONU ?

⁶⁵ Cf. *De la valeur sans le travail à la guerre sans soldats*.

⁶⁶ *Libération* du 22/04/99.

Les limites du mouvement anti-guerre

Le mouvement anti-guerre actuel s'inscrit dans le cadre déterminé par ces transformations du capital. Dans la nouvelle unité du processus guerre-paix, ce mouvement représente le pôle pacifiste et les États-Unis le pôle guerrier. Cela lui fixe immédiatement ses limites.

1 — En 1991, pratiquement tous les États condamnent le régime irakien, ce qui donne au mouvement anti-guerre d'alors une certaine force. En effet celui-ci n'est pas exclusivement pacifiste, il peut encore manier la rhétorique de la guerre de classe ou de la lutte contre l'État, puisque son État est engagé dans la guerre. Toutefois on y trouve encore des reliquats anti-impérialistes de la période des années 60-70 qui font que l'invasion irakienne du Koweït est passée sous silence, tout comme le caractère répressif du régime baasiste, comme autrefois l'étaient les agressions soviétiques contre les États de son aire d'influence. Seule la guerre des États-Unis était considérée comme impérialiste⁶⁷.

L'intervention alliée n'est pas perçue dans sa spécificité : celle d'une expédition punitive contre un gendarme régional qui a outrepassé sa mission, mais aussi opération de sécurisation et de pacification des zones kurdes et chiites en ébullition que l'Irak et les États-Unis doivent conjointement assurer. Cela passe par le maintien d'un régime fort. Saddam reste au pouvoir mais sous contrôle.

Un peu plus de 10 ans plus tard, presque tous les États ont pris position contre une nouvelle intervention ou ont adopté des positions de neutralité prudente ce qui limite la marge de manœuvre du mouvement anti-guerre. Par exemple dans un pays comme la France, la lutte contre la guerre et lutte contre l'État se trouvent dissociées lorsque son propre État se prononce contre la guerre. Il s'établit alors une sorte d'unanimité nationale qui ratisse large, du Parti Socialiste aux prolétaires des banlieues et jusqu'aux sans-papiers. Chirac réalise ainsi une opération exemplaire de sécurisation, plus efficace que toutes les mesures répressives de Sarkozy. Il n'est plus nécessaire de condamner les brûleurs et conspuers du drapeau français puisque toutes et tous peuvent se sentir désormais « fiers d'être français ».

2 — Ce mouvement s'enferme dans une position qui, implicitement, souhaite la défaite militaire des États-Unis tout en revendiquant explicitement la fin des souffrances du peuple irakien. Il ne comprend pas l'unité du processus d'intégration guerre-paix qui pourtant apparaît bien dans cette souffrance qui elle, est continue depuis plusieurs décennies. En toute rationalité humaniste, le mouvement anti-guerre devrait souhaiter la défaite la plus rapide possible du régime baasiste.

En dehors de son double langage qui en dit long sur l'incapacité du mouvement à définir une position politique, il reste suspendu aux réactions aléatoires du peuple irakien : si celui-ci accueille les Américains en sauveurs, une fois de plus un peuple dans l'histoire aura failli, et le mouvement s'en trouvera en porte à faux ; s'il se rallie au régime par patriotisme et anti-américanisme, le mouvement anti-guerre deviendra alors plus ouvertement pro-Saddam⁶⁸. Seule une situation où une masse importante d'irakiens se soulèverait sans allégeance aux forces américaines, permettrait de valider le « ni Bush ni Saddam » des libertaires et de certains lycéens, slogan déjà bien minoritaire dans les manifestations. Nous ne trancherons d'ailleurs pas la question de savoir si les prolétaires chiites du sud de l'Irak travaillant pour les compagnies pétrolières et les prolétaires « lumpénisés » des quartiers pauvres de Bagdad se soulèveraient en tant que prolétaires ou en tant que khomeynistes.

3 — La diversité du mouvement anti-guerre ne doit pas faire oublier que la plupart de ses composantes sont ramenées à un pacifisme bien tempéré et finalement « désarmé ». Ce pacifisme ne peut plus se référer aux puissants mouvements pacifistes des années 30, ni même au mouvement contre la guerre du Vietnam, puisqu'il n'est plus confronté à la guerre, mais à l'unité du procès guerre-paix. Ainsi la position anti-militariste, forme traditionnellement extrême de la position pacifiste, se trouve maintenant court-circuitée par la fin des armées de conscription dans les pays dominants. De la même manière le « défaitisme révolutionnaire » et son hypothèse d'un retournement de la guerre capitaliste en guerre sociale révolutionnaire s'en trouve invalidée.

Affirmer un au-delà de la guerre et de la paix implique une rupture avec trois formes d'opposition à la guerre ; le pacifisme historique qui pose la guerre comme l'opposé de la paix ; le pacifisme anti-impérialiste qui

⁶⁷ Cela perdure de façon marginale avec l'oubli, par les manifestants, de l'opération menée par les Russes en Tchétchénie.

⁶⁸ On en a visiblement une tendance dans cette composante du mouvement qui dans ses slogans de « Busharon assassin » oublie volontairement Saddam en route et dans la plus grande tradition anti-impérialiste, choisit un camp contre un autre (Saddam contre Bush,

implicitement ou explicitement choisit un camp contre un autre, et la lutte contre la guerre pour préparer la révolution sociale.

Ces positions font d'un événement historique, la guerre, au même titre qu'une grande crise économique, le point de départ d'un mouvement général de contestation de l'ordre établi. La dissolution d'un tel type d'événements (guerre ou crise) dans un continuum de restructuration et dans l'unité du procès guerre-paix, nous renvoie à la dure réalité des luttes quotidiennes contre le capital.

Ce qui est sûr, c'est qu'il faut ranger au placard aussi bien les slogans pacifistes que ceux sur la guerre sociale. « Non aux slogans, non aux recettes » disions-nous déjà en 1991. Et nous pourrions rajouter aussi aujourd'hui non à un activisme sans principe qui cherche à compenser dans un radicalisme de façade l'absence de toute autre perspective que celle des jeux de pouvoir des États. Si on pouvait donc regarder sans antipathie les mouvements qui visaient à retarder l'acheminement de matériels US à l'intérieur de l'Europe, il faut reconnaître que ces modes d'actions se situent sur le même terrain que la décision turque de ne pas permettre de déploiement des GI's sur son territoire...mais avec un résultat moins efficace. Il n'aurait plus manqué que la France et l'Allemagne empêchent le survol de leurs territoires par les B 52 et on aurait pu tous danser en rond en se serrant la main ! Quand tous les États prennent position contre une nouvelle intervention ou ont adopté des positions de neutralité prudente cela ne peut que limiter la marge de manœuvre du mouvement anti-guerre. Ainsi, dans un pays comme la France dont l'État s'est prononcé contre la guerre, lutte contre la guerre et lutte contre l'État se trouvent dès lors dissociées et les anti-étatistes en viennent à soutenir le consensus gauchiste-chiracien

Notre position n'ouvre certes pas de perspective, mais au moins n'encouragerons-nous pas une nouvelle dénégation de la réalité. Il ne s'agit certes pas de se réfugier dans l'hypercritique et la pratique du retrait, mais il faut prendre acte des conditions actuelles de la situation. Là encore, c'est un bilan qui s'impose et nous ne pourrions le mener tout seul.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Temps critiques

L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital
2003

Consulté le 4 novembre 2016 de kropot.free.fr

Temps critiques, hors série avril 2003. Merci à Jacques Guigou pour son envoi.

fr.theanarchistlibrary.org